

Déploiement Règlement 39.7 et 39.8 et RSN

Rencontre répondants DSI-DSM

Par Teams le 27 avril 2023

10 h à 12 h

SUJETS	Compte rendu
1. Mot de bienvenue	Karine Labarre (KL) souhaite la bienvenue et remercie les répondants pour leur présence. L'enregistrement est débuté.
2. Présentation de l'ordre du jour	L'ajout suivant est demandé au varia : « Registre des aides-soignants et signatures des professionnels dans le contexte d'un registre informatisé »
<p>3. Déploiement : points de suivi</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Ordre des diététistes et nutritionniste du Québec (Amélie Lacroix et K. Labarre) b. Ministère de la Famille et CPE c. Publication projet Règlement modifié d. Présentation Table coordination SM-dépendance-itinérance e. Entente de collaboration RPA et communauté religieuse f. Cadre de référence en milieu scolaire 	<p>a. Ordre des diététistes et nutritionniste du Québec</p> <p>Amélie Lacroix, conseillère-cadre DSN, a assuré, auprès de l'Ordre des diététistes et nutritionniste du Québec, le suivi d'une question adressée lors de la dernière rencontre. La question initiale portait sur le droit des nutritionnistes de prodiguer l'enseignement de l'alimentation entérale lorsque celles-ci n'ont pas d'ordonnance individuelle ou collective.</p> <p>La directrice des affaires professionnelles de l'Ordre confirme que l'activité de l'administration des médicaments ne requiert pas d'ordonnance individuelle ou collective pour la nutritionniste mais seulement l'ordonnance du médicament pour la personne. Lors de l'enseignement auprès de l'utilisateur, la nutritionniste peut administrer un médicament par voie entérale pour assurer une compréhension adéquate et une administration sécuritaire. La nutritionniste peut confier une activité de soins pour laquelle elle est habilitée et donc, elle peut confier l'administration des médicaments par voie entérale si elle en détient la compétence.</p> <p>Il avait également été demandé qu'une communication soit acheminée par l'Ordre des diététistes et nutritionnistes du Québec à leurs membres afin de les informer relativement au nouveau Règlement et la Règle de soins nationale comme l'a fait l'Ordre des inhalothérapeutes.</p> <p>Mme Valiquette de l'Ordre a confirmé qu'une communication à cet effet serait acheminée. Une répondante nous confirme que les nutritionnistes ont bien reçu cette communication.</p>

SUJETS	Compte rendu
	<p>b. Ministère de la Famille (MFA) et CPE</p> <p>Nous avons de la difficulté à rejoindre la personne responsable au MFA qui serait en mesure de nous accompagner avec notre demande. C’est pourquoi les travaux d’élaboration d’un guide permettant de soutenir les milieux de garde lors de l’administration de l’alimentation entérale ne sont pas débutés puisque nous souhaitons valider préalablement le besoin d’un tel guide avec leur réseau.</p> <p>c. Publication projet Règlement modifié</p> <p>Les modifications réglementaires sont maintenant approuvées par le conseil d’administration de l’Office des professions du Québec (OPQ). La publication des modifications réglementaires devrait paraître dans la Gazette officielle du 8 mai prochain, et ce, pour une période de 45 jours. Par la suite, une analyse des commentaires reçus sera effectuée.</p> <p>Question Sylvie Décarie : Devons-nous attendre que toutes les étapes soient franchies afin de faire les changements dans nos établissements?</p> <ul style="list-style-type: none"> - La réponse officielle et légale est oui. Vous pouvez vous référer à l’enregistrement de la dernière rencontre où Marie-Ève Benoît de l’OIIQ était également présente puisque nous y avons abordé ce point. Nous savons toutefois qu’il y a consensus concernant les modifications demandées par les ordres, le MSSS et l’OPQ. Il serait surprenant que les établissements s’y opposent à la suite de la publication officielle puisque la demande provient du réseau en lien avec les enjeux rencontrés. <p>d. Présentation Table coordination SM-dépendance-itinérance</p> <p>Nous avons dû reporter notre présentation à la table nationale de mai prochain. Nous savons toutefois que le déploiement est en cours auprès de cette clientèle.</p> <p>e. Entente de collaboration RPA et communautés religieuses</p> <p>Le Règlement prévoit que pour confier la supervision, l’autorisation ainsi que la formation relative aux soins invasifs à des professionnels habilités qui travaillent pour le compte d’un partenaire externe, une entente doit être conclue entre l’établissement sur le territoire et ce partenaire. Cela réfère à l’article 7 du Règlement. Rappelons que, selon le Règlement, les professionnels employés par ces lieux <u>ne peuvent jamais donner la formation obligatoire de 14 h.</u></p>

SUJETS	Compte rendu
	<p>Concernant les RPA, il y a un nouveau Règlement sur la certification des RPA. Ce Règlement prévoit des ententes de collaboration avec les établissements. Le modèle d'entente élaboré par le MSSS pour les établissements intègrera les éléments en lien avec les activités de soins confiés aux aides-soignants qui requièrent une entente. Des directeurs SAPA, des répondantes DSI, les regroupements de RPA ont été consultés relativement à ce modèle d'entente. Ces ententes seront sous la responsabilité des DQEPE.</p> <p>Question de Nadia Maddalena : Y aura-t-il des ententes en lien avec les professionnels qui exercent pour le compte d'une agence?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il pourrait y avoir une entente afin de permettre à ces professionnels de superviser et autoriser. Toutefois, les infirmières employées d'une agence ne peuvent pas donner la formation de 14 heures à moins que celles-ci soient également engagées par un établissement et qu'elles le fassent pour le compte de celui-ci. <p>Question de Line Allaire : Est-ce que le 14 h est également obligatoire pour les personnes en RPA qui auraient à effectuer des soins comme par exemple, un cuisinier?</p> <ul style="list-style-type: none"> - K Labarre rappelle que le Règlement n'est pas relatif à un titre d'emploi en particulier et que celui-ci indique que « les personnes » qui exercent dans un lieu autorisé et qui répondent aux conditions peuvent se faire confier des activités en vertu des articles 29.7 et 39.8 du Code des professions. En conséquence, oui ces personnes devront suivre la formation si l'on souhaite leur confier des activités de soins. <p>Centres de services scolaires (CSS) et exigences de formation</p> <p>Des répondantes rapportent que des CSS exigent de faire passer un examen à la suite de la formation de 14 h et ce, même s'ils donnent la formation du MSSS. Sabrina Bouchard (SLSJ) mentionne que ceux-ci affirment qu'ils ont l'obligation de faire passer cet examen en vertu des règles du MEQ. La formation de 14 h est alors écourtée de 2 hres et l'établissement constate des manquements au niveau des connaissances puisque que les aides-soignants ne reçoivent alors que 12 h de formation.</p> <p>K. Labarre assurera le suivi auprès de la Fédération des centres de services scolaires du Québec puisque lorsque les CFP donnent la formation du MSSS, les règles du MEQ ne s'appliquent pas et qu'il n'y a pas d'examen associé à cette formation puisqu'il ne s'agit pas d'un programme de formation du MEQ. Le filet de sécurité pour s'assurer de l'acquisition des compétences est la supervision et l'autorisation à la suite de la formation.</p> <p>La problématique est la même sur le territoire du MCQ.</p>

SUJETS	Compte rendu
	<p>f. Cadre de référence en santé scolaire</p> <p>La validation par le RSSS s’achève. Il est prévu de faire parvenir cette version au MEQ en mai prochain.</p>
<p>4. Formation</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Reddition de compte <ul style="list-style-type: none"> - DSI - Directions programmes-services b. Soutien aux formateurs (questionnements formulaires, registre, matériel, adaptation formation, ...) c. ENA et FCP partenaires d. <i>Formation de la main d’œuvre-Commission des partenaires du marché du travail</i> 	<p>a. Reddition de compte</p> <p>La reddition de compte s’adressant aux DSI a été acheminée au RSSS. Il s’agit du formulaire GESTRED #53 800. Cette reddition vise à répertorier le nombre de formateurs formés dans les établissements et les directions programmes-clientèles pour lesquelles ces formateurs forment des aides-soignants.</p> <p>Une précision est apportée quant aux conseillères en soins infirmiers qui formeront de futurs formateurs. <u>Celles-ci n’ont pas être répertoriées</u>. Seuls les formateurs d’aides-soignants doivent être comptabilisés. Ainsi, les conseillères en soins qui forment des aides-soignants doivent être inscrites dans la reddition de compte mais pas celles qui forment des futurs formateurs.</p> <p>Vous obtiendrez avant la prochaine reddition de compte l’information concernant s’il s’agira de données cumulatives ou non. La modification sera apportée au guide de saisie le cas échéant. Rappelons que la saisie des données pour l’année 2023-2024 est prévue à la P3-P9-P13.</p> <p>Concernant, la reddition de compte visant à répertorier le nombre d’aides-soignants formés, celle-ci est actuellement en consultation auprès des directions impliquées au MSSS. Le MSSS suivra de près le déploiement de la formation de 14 h dans le RSSS. Nous réitérons l’importance de ne pas attendre le 31 mars 2024 pour déployer la formation dans les établissements.</p> <p>b. Soutien aux formateurs (questionnements formulaires, registre, matériel, adaptation formation)</p> <p>Nous tenons à mentionner que plusieurs personnes qui viennent assister à la formation de formateurs n’ont reçu aucune information de leur établissement avant cette rencontre. Ainsi, plusieurs nous questionnent en lien leur rôle et le déploiement de cette formation au sein de leur établissement. Aussi, les participants paraissent anxieux car ils ne connaissent pas les modalités et le soutien qui leur sera offert en vue de donner cette formation. Finalement, les questions spécifiques portent essentiellement sur les locaux, le matériel, l’utilisation des formulaires de la RSN au sein de leur établissement et les registres.</p>

SUJETS	Compte rendu
	<p>Rappelons que l’objectif de la rencontre avec la Fédération des centres de services scolaires est d’expliquer le contenu des 5 modules de formation du MSSS. Les DSI des établissements demeurent responsables de former les formateurs et donc, d’accompagner les futurs formateurs à la suite de cette rencontre afin qu’ils s’approprient le contenu.</p> <p>c. ENA et FCP partenaires</p> <p>L’échéancier pour la disponibilité de la formation théorique sur les plates-formes ENA et FCP-partenaires est maintenu pour le mois de mai. Un « clé en main » sera élaboré par le MSSS afin de guider les partenaires externes afin d’accéder à la plate-forme FCP partenaires.</p> <p>L’équipe responsable de la FCP au MSSS sera invitée lors de la prochaine rencontre afin d’expliquer les modalités relatives à la formation hybride et répondre aux questionnements des établissements.</p> <p>d. Formation de la main d’œuvre- Commission des partenaires du marché du travail</p> <p>Nous avons été interpellés par une formatrice de cet organisme qui donne de la formation aux aides-soignants employés par des partenaires externes. Cet organisme emploie différents formateurs qui ont au fil des ans ont développé leur propre formation pour les aides-soignants.</p> <p>Il importe de rappeler que depuis l’entrée en vigueur du nouveau Règlement, seules les formations qui y sont décrites sont reconnues. Ainsi, ces formateurs ne peuvent pas donner des formations qu’ils ont eux-mêmes développés. Toutefois, ces formatrices pourraient être employées par un CFP ou un établissement afin de donner l’une des formations reconnues.</p>
<p>5. Questions administration des médicaments</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Logiciel d’administration des médicaments (CIUSSS CN) b. Formulaires PRN et distribution c. Double vérification SAD d. Vérification lors de l’utilisation d’une dosette e. Pharmacies communautaires et dispill (CIUSSS SLJ) f. Médicaments en vente libre 	<p>a. Logiciel d’administration des médicaments (CIUSSS CN)</p> <p>G. Thibault du CIUSSS CN rapporte qu’il y a eu des enjeux relatifs aux logiciels d’administration des médicaments alors que ceux-ci ne permettent pas aux professionnels du CIUSSS d’entrer des directives et de suivre l’historique des modifications. Il y a également d’autres enjeux comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - contenu des logiciels qui n’intègre pas tous les éléments à inclure pour l’enregistrement des médicaments administrés par les AS; - limite des accès aux logiciels aux professionnels des établissements. <p>Le CIUSSS CN travaille actuellement en collaboration avec deux compagnies. Ces compagnies sont partout au Québec alors les enjeux sont provinciaux. Le CIUSSS CN se demande si les travaux ne devraient pas être nationaux ou encore, s’il ne pourrait pas y avoir des exigences ministérielles ou des ordres professionnels à cet effet.</p>

SUJETS	Compte rendu
	<p>K. Labarre mentionne qu'on adressera ces enjeux auprès de la Direction du médicament du MSSS. Or, puisque les enjeux semblent les mêmes pour plusieurs territoires, elle demande aux répondants d'identifier les enjeux communs afin qu'ils soient adressés.</p> <p>b. Formulaires PRN et distribution</p> <p>Dans la RSN, il n'y pas de formulaire pour la distribution des médicaments seulement pour l'administration des médicaments. Il est demandé par des établissements qu'un formulaire permettant de documenter la distribution des médicaments soit intégré à la RSN et ce, même s'il s'agit d'une activité de soins non réglementée.</p> <p>Questionnement concernant les médicaments administrés en contexte préhospitalier. S. Décarie demande aux collègues comme cela est géré dans les établissements. K. Labarre précise que ces médicaments sont légiférés de façon distincte puisqu'ils sont administrés en contexte d'urgence.</p> <p>c. Double vérification des médicaments au SAD</p> <p>Cette question revient fréquemment. Est-ce que des établissements ont déterminé des modalités relatives à la double vérification au SAD lorsque l'aide-soignant est seul à domicile avec l'utilisateur?</p> <p>S. Bouchard rapporte qu'au CIUSSS SLSJ, il est demandé à l'aide-soignant de faire les étapes à deux reprises en prenant un recul entre les deux fois;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le processus est très similaire au CIUSSS Centre-sud MTL. L'aide-soignant doit faire la vérification à deux reprises et il enregistre également le médicament à deux reprises; - Processus de vérification semblable aux CISSS des Îles; - Au CIUSSS du nord de l'île de MTL, l'infirmière doit s'assurer que l'AS est capable de faire cette double vérification. Lorsque possible il vérifie avec l'utilisateur ou le proche aidant à défaut de quoi l'aide-soignant fait sa double vérification seul. <p>d. Vérification lors de l'utilisation d'une dosette</p> <p>Point reporté</p> <p>e. Pharmacies communautaires et Dispill (CIUSSS SLJ)</p> <p>Le MSSS tient à réitérer aux établissements qu'ils ne peuvent pas exiger aux pharmacies communautaires que les médicaments soient distribués en <i>Dispill</i>. C'est pourquoi l'Ordre des pharmaciens du Québec, l'OIIQ et l'OIIAQ ont tenu à préciser dans l'annexe 1 de la RSN ce que nous entendons pas médicaments prêts à être administrés en lien avec les obligations des</p>

SUJETS	Compte rendu
	<p>pharmaciens. Nous encourageons la bonne collaboration entre les lieux et les pharmacies.</p> <p>Questionnement S. Sabrina CIUSSS SLSJ : Est-ce que les pharmacies communautaires ont l'obligation de retourner une FADM à jour lors d'une modification au profil pharmaceutique de l'utilisateur?</p> <p>K. Labarre assurera un suivi de cette question auprès de l'Ordre des pharmaciens du Québec.</p> <p>Joannie Pigeon CISSS Outaouais mentionne qu'il y a un projet en cours sur leur territoire avec les pharmacies communautaires. Elle pourra nous entretenir à ce sujet lors d'une prochaine rencontre.</p> <p>f. Médicaments en vente libre</p> <p>Point reporté à la prochaine rencontre</p>
<p>5. Varia</p> <p>a. Main d'œuvre indépendante (MOI) supervision et autorisation</p> <p>b. Registre aides-soignants et signature des professionnels versus informatisation</p>	<p>Point reporté à la prochaine rencontre.</p>
<p>6. Planification de la prochaine rencontre répondants DSI-DSM</p> <p>-échange sur les milieux carcéraux</p>	<p>La prochaine rencontre est prévue le 23 mai prochain. À cette rencontre, la Direction de l'expérience employé du MSSS ainsi que l'équipe ministérielle responsable des soins en milieu carcéral seront invitées.</p> <p>La présentation du logiciel des registres informatisés du CIUSSS du SLSJ se fera lors de la rencontre de juin.</p>